

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAIT MERCREDI & SAMEDI

SAMEDI 4 OCTOBRE 1975

EDITORIAL

C'EST LA RENTRÉE !

Cà y est, la rentrée scolaire s'est faite jeudi matin ! 120 000 élèves ont repris le chemin des écoles. Ce nombre est considérable si on le compare à celui de la population. Plus du tiers de celle-ci se trouve dans les établissements scolaires !

A tous les niveaux, cette population scolaire va se heurter à de graves problèmes. Ceux qui sont liés au manque de professeurs dans certaines disciplines, ceux qui sont liés au manque de cantines scolaires dans de nombreuses communes.

Il faut aussi parler d'autres difficultés : transport, achat de livres et autres fournitures scolaires qui, cette année sont encore plus chères que l'an passé.

Ce sont aussi les conditions générales de l'enseignement qui se détériorent un peu plus chaque année. Le climat moral dans lequel l'enseignement est dispensé est de plus en plus mauvais. Les élèves, particulièrement dans le secondaire, sont entassés dans d'énormes établissements sans âme. Le contact étroit qui peut exister entre professeurs et élèves dans des établissements de moindre importance, n'existe plus dans les énormes CES qui sont actuellement en service. Le gouvernement refuse de créer les établissements qui seraient nécessaires, car cela entraînerait des dépenses supplémentaires. Les répercussions sur la qualité de l'enseignement se font donc sentir, elles aussi, avec toujours plus d'acuité. La population scolaire qui parvient au-delà de la 3^eème, est extrêmement réduite. Car en chemin, beaucoup d'enfants sont expédiés dans les voies de garage que sont les classes de "transition" et "pratiques".

Les "déchets" sont importants et posent aussi le problème de l'adaptation

de l'enseignement entièrement conçu en France et plaqué purement et simplement aux Antilles. Sur ce plan là non plus, il n'y a pas de vrais efforts faits par l'administration coloniale. Certes on ne parle plus de "nos ancêtres les Gaulois", mais sur le fond, aucune transformation n'a été entreprise. Là, c'est aussi pour des raisons politiques que le gouvernement bloque toute réflexion, toute initiative dans cette voie. Car résoudre le problème de l'enseignement ici, pourrait conduire à remettre aussi en cause la domination coloniale non seulement dans le domaine culturel, mais aussi dans les autres.

120 000 jeunes vont donc tenter de glaner quelques connaissances dans un système d'enseignement où beaucoup de maîtres le sont parce que l'importance du chômage ne leur offre que cette possibilité pour vivre. 120 000 jeunes vont tenter eux aussi de s'instruire pour avoir demain des diplômes qui devraient leur permettre de décrocher un bon emploi, notamment dans l'enseignement.

Mais voilà, précisément cette année, ceux qui les ont précédés dans cette voie sont nombreux à ne pas travailler. Et au fil des années ils seront encore plus nombreux dans ce cas.

Alors que faire ? Désespérer ? Non. Nous pensons que c'est l'ensemble d'un système qu'il faut changer. Il faut se débarrasser du système colonial et prendre en main nous-mêmes l'avenir des Antilles. C'est cela qui nous permettra demain de construire une société où chaque homme pourra travailler pour le bien de tous et vivre sans avoir à subir le chômage ou l'exploitation.

* * * * *

* *

MARTINIQUE LA RENTRÉE AU CEG DU ROBERT

Au CEG du Robert, rentrée catastrophique c'est le moins que l'on puisse dire. Les salles n'étaient pas prêtes et l'on a vu des enseignants tenter de caser 35 élèves dans des salles où il n'y avait pas plus de 5 tables.

Là encore, la gabegie de Stéphanie et de Lucien, maire et conseiller général du

STAND DE COMBAT OUVRIER AU ROBERT POUR LA FETE NAUTIQUE :

Ce fut un succès.
Nous en rendrons compte dans notre prochaine parution.

* * *

Robert, s'est montrée de manière éclatante.

Pourtant ce n'est pas l'argent qui manque à ces béni-oui-oui de la majorité.

Il suffit de voir la quantité de voitures neuves achetées par la commune pour s'en convaincre.

PORTUGAL LE GOUVERNEMENT TÂTE LE TERRAIN

Depuis plusieurs jours la presse internationale fait état de tentative du nouveau gouvernement portugais de reprendre en main les stations de Radio, qui, jusqu'ici avaient une grande liberté dans la diffusion des informations. Le gouvernement veut les prendre complètement en main afin, comme tout bon gouvernement bourgeois, de mieux contrôler les informations.

Mais les choses ne se sont pas passées facilement. Les troupes envoyées pour occuper les stations d'émissions, se sont pour la plupart solidarisées avec les journalistes et les manifestants venus pour protester contre la mesure gouvernementale.

Aux dernières nouvelles, il semble que devant l'ampleur des manifestations qui se sont déroulées face au siège du gouvernement, celui-ci ait finalement reculé.

L'épreuve de force n'a pas eu lieu, en tout cas elle n'a pas encore un caractère très grave.

Mais tout cela montre que le gouvernement des militaires, soutenus par le PC et le PS, prépare pour les travailleurs un régime où les libertés, qu'ils ont conquises ces derniers mois, seront supprimées. A terme, le gouvernement veut mettre au pas les travailleurs et contraindre leurs organisations au silence.

Les organisations politiques qui se réclament de la classe ouvrière, se font en fait les complices de cette politique par toute leur attitude. Le PC en particulier, qui siège au gouvernement, se contente de soutenir les militaires et veut entraîner la classe ouvrière derrière eux-ci.

Le PC n'offre pas aux travailleurs une politique indépendante leur permettant d'avoir la perspective de la lutte pour le pouvoir, au profit de tous les opprimés.

Cette attitude de l'un des principaux partis ouvriers du Portugal ne peut qu'être grosse de danger pour l'avenir. A moins que les travailleurs, riches de toute l'expérience de cette année et de tous les événements qui s'y sont déroulés, ne rompent eux-mêmes avec cette politique de "suivisme" par rapport aux militaires.

* * *

Directeur de publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : n° 51728
Ronéo du journal : Pointe à Pitre
Correspondance : G. Beaujour
B.P. 214 PAP
B.P. 386 FDF
5^eème supplément au mensuel n° 53

LA RENTRÉE

Occasion de dépenses supplémentaires pour les parents

La rentrée pour les parents, cela signifie des dépenses importantes en plus de celles qui sont habituelles.

Livres, cahiers et autres fournitures scolaires doivent être achetées en grande quantité par des familles souvent très nombreuses.

On répète souvent que "l'école est gratuite", mais chaque année il faut passer par ces dépenses énormes pour qu'un enfant puisse être scolarisé.

Cette année, tout est plus cher : les cahiers, les livres forcément puisque le prix du panier a augmenté, les autres articles, sacs et outils scolaires, eux aussi.

En France, on a compté que cette année la rentrée coûterait 18 % en plus que l'année dernière. En Guadeloupe et en Martinique il faut admettre que ce chiffre sera encore plus important qu'en France.

Vu la situation de dénuement de bien des familles, la rentrée représente pour elles, d'énormes sacrifices. Et quand les parents ne peuvent tout donner à leurs enfants, ceux-ci ont toutes les chances d'avoir de grandes difficultés à apprendre en classe.

Voilà des réalités qui sont tout autres que les tableaux rassurants qui sont diffusés à la radio, par les officiels.

MARTINIQUE

Quand les CEG deviennent des CES... ou Lassalle illusionniste

Pour tenter de faire passer la pilule d'une rentrée scolaire aussi catastrophique que les autres, le recteur LASSALLE fait des déclarations rassurantes, en mettant en avant les soit-disant réformes du gouvernement.

C'est ainsi que sous l'appellation pompeuse de "structures pédagogiques nouvelles", il annonce fièrement la création de trois nouveaux CES et la suppression de deux CEG.

On pourrait croire qu'il s'agit de la construction de trois nouveaux établissements. En fait il n'en est rien. Il s'agit tout simplement de la transformation de l'appellation d'anciens CEG.

Par exemple à Ducos, plusieurs classes ont été créées -soit plus de 100 élèves-

sans qu'aucune salle supplémentaire ne soit construite.

Où vont aller les nouveaux élèves ? Mystère !

Par contre l'opération se révèle payante pour l'ancien directeur Marc-André, ex tyranneau UDR local. Il se voit ainsi gratifier d'une promotion en devenant principal de CES ; le surveillant général lui, devient sous-directeur. L'opération CES a eu au moins l'avantage de pouvoir donner des postes lucratifs et honorifiques aux "petits copains" du gouvernement.

Les élèves là-dedans ? Eh bien ! Il paraît que tout ce remue-ménage est fait dans leur intérêt. Cela reste à prouver.

GUADELOUPE

Les enseignants-chômeurs s'organisent

A l'initiative d'un groupe d'enseignants, un comité de défense des enseignants au chômage s'est constitué. En effet, face à la colère qui monte chez de nombreux enseignants au chômage, et devant l'apathie des directions syndicales, il s'avérait nécessaire de créer un pôle de regroupement de ces enseignants en vue de mener une série d'actions de protestation.

Près de 800 maîtres-auxiliaires, suppléants, éventuels, sont au chômage cette année, alors que dans la plupart des établissements, les classes sont surchargées, et des heures supplémentaires imposées.

Le comité appelle tous les enseignants (titulaires et non titulaires, M-A, éventuels), à se rendre à l'assemblée générale qui aura lieu à l'institut Vizios, mercredi 8 octobre.

* * * * *

**

LISEZ

et FAITES LIRE COMBAT OUVRIER

Le salaire de misère (SMIC) augmenté

Le SMIC vient d'augmenter en France. Le SMIC, c'est le salaire qui doit être au minimum accordé à un travailleur.

En France, il s'élève donc à 7,55f de l'heure. Mais en Martinique et Guadeloupe que l'on nous dit être la "France" à long terme d'année, il ne sera que de 6,29f horaire.

Pendant que les riches, les patrons entassent des millions dans leurs coffres et vivent dans l'abondance, dépensant sans compter pour leur plaisir, les travailleurs eux, n'ont droit qu'à ce salaire de misère.

Le pire, c'est que bien souvent aux Antilles, ce minimum n'est même pas respecté.

GUADELOUPE

Dans les CEG et CES le mécontentement grandit.

Cette année, les enseignants des établissements secondaires (Lycées, CES et CEG) ont décidé de réagir contre les mauvaises conditions dans lesquelles la rentrée s'est effectuée et contre la mise au chômage de plusieurs centaines d'entre eux.

Les enseignants en agissant ainsi défendent non seulement l'intérêt de leurs collègues, mais aussi des élèves dont ils ont la charge. Car en définitive, ce qu'ils veulent, c'est améliorer les conditions générales d'exercice de l'enseignement.

C'est ainsi qu'ils ont décidé dans certains établissements de refuser de faire des heures supplémentaires. Ce faisant, ils réclament donc qu'on embauche les maîtres qui ont été mis au chômage.

Le mouvement pour l'instant ne fait que commencer. Mais il faut s'attendre à d'autres développements dans les jours qui viennent, car beaucoup de maîtres sont excédés de cette situation.

Signalons aussi que le syndicat de l'enseignement secondaire (SNES) a décidé, toujours sur les mêmes problèmes de déclencher une grève le 7 octobre.

Il faut que les parents d'élèves se rangent au côté des enseignants qui luttent pour de meilleures conditions de travail car, en définitive c'est dans l'intérêt de leurs enfants.

Les actions déjà entreprises :

Au Lycée Technique de Baimbridge, une motion réaffirmant le refus des professeurs d'assumer les heures supplémentaires a déjà été signée par 43 enseignants et devrait l'être en principe par la quasi totalité des professeurs de l'établissement.

Au CEG du Gosier, les professeurs ont également refusé de faire les heures supplémentaires, ce qui permettrait de créer un poste supplémentaire.

Au CEG de Pointe-Noire et de Ste-Rose, le même mouvement a été déclenché.

Beaucoup de patrons trichent avec la loi et trouvent différents biais pour payer leurs employés au-dessous de ce SMIC.

Les travailleurs, non seulement doivent se battre pour la faire respecter, mais arracher des salaires bien plus élevés que lui. Car ce n'est pas avec 1000f, et à peine 1500f que l'on peut vivre aujourd'hui.

Il n'y a pas de raison de laisser les patrons s'enrichir en profitant tranquillement de l'exploitation des ouvriers. Il faut les contraindre à payer des salaires décents largement supérieurs au SMIC.